

Des influenceurs en délicatesse avec la justice

Des vues à la garde-à-vue



Soukaina Benjelloun, influenceuse derrière les barreaux.

Quand les stars du futile passent de la story au commissariat

P3



Mohamed Saïd Barada, un ministre déroutant.

Mohamed Saad Berrada

Un cas d'école

P14

Énergie verte et ambition industrielle
OCP branche son avenir au solaire.. et le stocke pour demain

P9



Mostafa Terrab, président du groupe OCP.

Recouvrement fiscal

RÉFORME EXPRESS, CAFOUILLAGE XXL

P6



Le ministre de l'Intérieur Abdelouafi Laftit et le patron de la TGR Noureddine Bensouda.

Confus DE CANARD

Fumer tue... mais remplit les caisses



Paiement électronique

La fin du tout-CMI

P8

La pétanque nationale en pleine dégringolade

Quand la boule ne tourne plus rond

P7



Khalid Mansouri, président de la FRMP.



P5

Match AS FAR-Al Ahly

Un stade 5 étoiles pour des actes en dessous de zéro



Confus de CANARD



Abdellah Chankou
Directeur de la publication



FUMER TUE... MAIS REMPPLIT LES CAISSES

C'est devenu un rituel budgétaire aussi prévisible qu'un paquet de cigarettes sur une table de café : Chaque début d'année, les prix du tabac augmentent. Janvier 2026 ne déroge pas à la règle puisque la Loi de finances prévoit une nouvelle hausse sur ce produit nocif. Officiellement, il s'agit d'une mesure de santé publique, une manière de dissuader les accros de la clope de continuer à tuer leur santé à petit feu. Or, en vérité, il ne s'agit ni plus ni moins que d'une perfusion fiscale qui rapporte gros. Très gros. Plus de 13 milliards de DH générés par les tabacs manufacturés ! Un grand merci à la communauté des fumeurs qui grille plus de 15 milliards de cigarettes pour le prix moyen d'un paquet oscillant en fonction de la marque entre 23 et 42 DH. Là réside le paradoxe : plus les Marocains fument, plus les recettes de l'État augmentent. Dit autrement, les finances publiques prospèrent sur les poumons en crassés des fumeurs. Chaque cigarette vendue est une double peine

: un pas de plus vers la maladie pour le fumeur et une rente pour le Trésor. Une rente d'autant plus problématique qu'elle ne sert à financer ni campagnes de prévention, ni traitement, ni fonds d'accompagnement pour les malades du tabac. Taxer les fumeurs, soit. Mais pourquoi ne pas consacrer une partie de ces recettes à un fonds de santé dédié qui financerait des campagnes de sensibilisation auprès des jeunes, centres de sevrage tabagique, prise en charge des cancers du poumon ou des AVC liés au tabac... ? Et pourtant, ces dispositifs sont nécessaires, voire salutaires dans un pays qui passe pour l'un des gros consommateurs de tabac dans le pourtour méditerranéen et où la préva-

Un grand merci à la communauté des fumeurs qui grille plus de 15 milliards de cigarettes pour le prix moyen d'un paquet oscillant en fonction de la marque entre 23 et 42 DH.

lence du tabac est estimée à 18% chez la population de 15 ans et au-delà. Côté dégâts sanitaires, le tabac est en cause dans 75% des décès par cancer du poumon et 10% des décès par maladies respiratoires, soit environ 12 800 morts par an et engendre un coût économique annuel supérieur à 5 milliards de DH. Sans compter les ravages silencieux du tabagisme passif qui représente un problème de santé publique non négligeable. Celui-ci continue à affecter environ 40% de la population en dépit de l'existence d'une loi anti-tabac (la loi 15-91) depuis 1996 censée protéger les citoyens contre les méfaits de ce phénomène. Théoriquement, il est interdit de fumer dans les lieux publics fermés. En pratique? La fumée est partout. Surtout dans les cafés et les restaurants.. Les autorités ferment les yeux, les exploitants en profitent et les adeptes de la clope imposent leur fumée aux autres. Résultat : les terrasses vitrées ou fermées sont devenues des fumoirs géants, sans aucun respect

pour les non-fumeurs. Une minorité prend ainsi en otage la majorité silencieuse. Dans un pays où les hôpitaux croulent sous mille et un maux, où les maladies liées au tabagisme coûtent des milliards à la collectivité, il serait temps de faire preuve d'un minimum de cohérence morale pour adopter une nouvelle approche envers le tabagisme dont les effets néfastes sont connus de tous... Aujourd'hui, le fumeur est perçu comme un contribuable rentable, pas comme un patient en sursis. On le taxe pour son vice, mais on le laisse seul face aux conséquences ravageuses de son addiction. Le gouvernement encaisse l'argent pendant que les pneumologues se coltinent les dégâts. ▶



Côté BASSE-COUR



Quand la pluie dénonce les fraudeurs ...

Au Maroc, chaque averse est une bénédiction... et une inspection gratuite. Si elle réjouit les agriculteurs, la pluie fait trembler certains entrepreneurs du BTP : chaussées effondrées, routes transformées en piscines et nids-de-poule en série. Quand la météo joue les contrôleurs de travaux non conformes...

On aime la pluie. On prie Dieu pour l'avoir, on la célèbre, et on la redoute aussi. Pas seulement à cause des inondations, non. Mais parce qu'elle agit comme un scanner géant, révélant en quelques gouttes les défaillances de la voirie, les raccourcis des marchés publics, et la légèreté de certains cahiers des charges.

À peine quelques heures de précipitations et voilà que les routes se délitent comme du sucre, les trottoirs s'effondrent, et les ronds-points prennent des airs de piscines. Même les plus grands projets urbains n'échappent pas à ce test naturel. Car au fond, qui a besoin de bureau de contrôle quand on a un bon orage comme celui qui s'est abattu récemment sur Tanger ? On découvre alors que le bitume était plus proche du papier mâché que du béton, que les évacuations d'eau ne menaient nulle part, et que les chantiers livrés « en grande pompe » n'étaient que des décorations temporaires.

Et pendant que les citoyens slalotent entre les cratères urbains, les autorités observent en silence, espérant que le soleil revienne vite pour faire disparaître ces mares d'eau gênantes... Comme quoi, les nuages ne font pas que pleuvoir, ils dénoncent... ▶

CAN: QUELLE PARADE CONTRE LE Hooliganisme ?



“Des influenceurs en délicatesse avec la justice

Des vues à la garde-à-vue

Quand les stars du futile passent de la story au commissariat

La vie virtuelle des influenceurs marocains vire à la mauvaise série judiciaire. Une vague d'interpellations secoue les réseaux sociaux, révélant que derrière les likes et les filters, l'écosystème digital n'est pas toujours aussi glamour qu'il y paraît. Entre diffamation,

exploitation de mineurs, et autres joyeusetés, certaines figures de TikTok et YouTube se retrouvent soudain... face à la justice. Passer du story au commissariat c'est ce qui s'appelle un changement d'algorithme brutal. Fini les filters papillon et les punchlines en pyjama : place aux prises d'empreintes, aux heures sans Wi-Fi... Dernière interpellation en date : Ilyas El Maliki, star incontestée d'El Jadida, passe des live aux locaux de police, après une plainte d'une association de taxis – qui, visiblement, n'a pas goûté ses sorties en ligne. Trois jours de garde à vue, quelques sachets de haschich découverts au moment de son arrestation et voilà leur streamer préféré avec une sacrée liste d'accusations : diffamation, propagation de fausses informations, injures, atteinte aux bonnes mœurs... Le tout saupoudré d'une accusation d'aide à la prostitution, et pas des moindres quand des mineurs sont impliqués. À Tanger, l'affaire Adam Benchekroun prend des airs de thriller. Sa mère, et non des moindres, est en détention pour un cocktail explosif : traite d'êtres humains, diffusion de contenus illicites, mise en danger de mineurs, violences présumées, sans oublier injures et diffamation. Adam lui-même n'a pas échappé au filet et se retrouve sous le feu des projecteurs policiers. Une vraie série Netflix, mais en version bien moins glamour.

Pendant ce temps, Soukaina Benjelloun, la reine des confidences sur son divorce, découvre que le buzz sur sa vie privée a des limites... Une plainte pour diffamation déposée par son ex-mari l'a conduite tout droit devant la justice. Apparemment, certains règlements de comptes ne s'arrêtent pas à la publication d'un post.

Le numérique national, aussi flamboyant soit-il en followers, ne semble pas épargné par les dérapages et les retours de bâton judiciaires. Des vues à la garde-à-vue ! Enfin du contenu exclusif mais sans wifi. ▶



Soukaina Benjelloun, influenceuse derrière les barreaux.

Arts culinaires Le Maroc chef du monde

La gastronomie marocaine continue de faire rayonner le Maroc au-delà des frontières. Lors du prestigieux Grand Festival International des Arts Culinaires, organisé du 27 au 29 novembre 2025 en Ouzbékistan, le Maroc a réalisé un exploit remarquable en décrochant la première place mondiale, devant des grosses pointures de la cuisine venus d'Europe, d'Asie, du Caucase et du monde arabe. Portée par la Fédération de l'Université Marocaine des Arts Culinaires (UMAC) et dirigée par le Master Chef Dr. Abdessamad Hamreras, la brigade nationale a livré une prestation de très haut niveau, combinant excellence technique, raffinement artistique et identité marocaine assumée. Le palmarès parle de lui-même : 17 Médailles d'Or, 9 Médailles d'Argent et 13 Médailles de Bronze. Un total de distinctions qui propulsent le Maroc en tête du classement, devant des pays comme l'Ouzbékistan (pays organisateur), la Russie*, le Kazakhstan ou encore l'Arabie Saoudite. Ce triomphe illustre la montée en puissance de la *cuisine marocaine* sur la scène mondiale :



Les chefs cuisiniers marocains qui ont fait une belle moisson de médailles en Ouzbékistan.

inventive, enracinée, généreuse, elle s'impose désormais comme une référence incontournable des arts culinaires internationaux. À Rome, les 9 et 10 novembre 2025, les saveurs marocaines ont fait vibrer les papilles du monde entier. Lors du prestigieux Championnat du monde de pâtisserie, le Royaume s'est hissé à la 2^e place mondiale*, avec élégance, audace et créativité. Le trio magique – Mohamed Yazidi, Ali Goussaid et Omar Dib – a sculpté le chocolat, dompté le sucre et raconté le Maroc en textures, couleurs et émotions. Une performance saluée par les jurés comme une véritable œuvre d'art gustative. Côté Cake Design, les cheffes Sara Alaoui et Sara El Fetouh ont attiré les regards et conquis les coeurs, en mariant raffinement technique et esthétisme marocain revisité. Un équilibre parfait entre héritage et modernité. Même le célèbre et savoureux tiramisu italien n'a pas résisté à la touche du pays du couscous : la médaille de bronze dans cette catégorie en dit long sur la montée en puissance des talents du cru. Ce n'est pas qu'un podium. C'est une signature. ▶



Côté BASSE-COUR



**Beурgeois
GENTLEMAN**

Les milliardaires haineux ne se cachent plus...

Elon, Kimbal et Tosca sont nés du premier mariage du père Musk. Récemment, le père d'Elon, septuagénaire, s'est remarié et a engendré pléthore de bambins. Elon s'est fâché avec son vieux père accusé d'agressions sexuelles et de crimes pédophiles sur sa pléthorique progéniture. Elon a très tôt lu jusqu'à 2 livres par jour (philosophie, religion, science-fiction, programmation, ingénierie, business, technologie, design de produit, énergie, ...). En 1988, alors âgé de 17 ans, à la fin de ses études au Pretoria Boys High School, il annonce à ses parents qu'il souhaite aller étudier aux États-Unis. L'année suivante, il obtient la nationalité canadienne grâce à sa filiation maternelle et quitte l'Afrique. Pour Elon Musk, la nationalité canadienne lui permettra d'émigrer ensuite aux USA et d'échapper au service militaire obligatoire en Afrique du Sud. Fâché, son père lui coupe les vivres. Au Canada, il intègre une université publique située au bord du lac Ontario à Kingston. Il a financé ses études en travaillant à temps partiel et grâce à ses jobs d'été en informatique. En 1992, pendant que la Jeeda d'Arthur était enceinte de la so smart Inès, Elon Musk intègre l'université de Pennsylvanie pour y étudier la physique et l'économie. En 1995, il poursuit en doctorat à l'université Stanford. Cependant, il prend rapidement conscience du développement d'Internet et 2 jours après la confirmation de son admission, il suspend ses cours pour lancer sa société. Pourtant, il sait qu'avec un visa d'étudiant, il n'a pas le droit de créer une entreprise aux USA. Ce type, qui de nos jours fait le salut nazi et milite en finançant l'extrême droite en Europe afin de renvoyer les immigrés en Afrique, va rendre invalide son carte de séjour d'étudiant et devenir immigré clandestin aux USA. Régularisé plus tard, il obtiendra la nationalité américaine en plus des 2 précédentes en 2002, dix ans après son installation aux États-Unis, et possède depuis la triple nationalité. Elon Musk se paye Twitter qu'il renomme « X ». En 2018, Elon Musk est l'objet d'une enquête du gendarme de la bourse américaine, la « SEC » - Securities and Exchange Commission - en raison de ses annonces faites sur X pour influencer à la hausse le prix de l'action de sa bagnole Tesla. À partir de la fin des années 2010, ses actions et déclarations, dont certaines sont des fake news, sont très médiatisées. Grand complotiste, il a modifié l'algorithme de Twitter dès son rachat et s'est beaucoup impliqué dans la campagne pour l'élection de Trump de 2024 en devenant son deuxième plus gros contributeur financier. Pour le remercier, Trump le nomme « sinistre » de l'Efficacité Gouvernementale ». Il va procéder à des coupes budgétaires et licencier des dizaines de milliers de fonctionnaires. 4 mois plus tard, il quitte son poste de « sinistre » et entre dans un violent conflit avec Trump. Il projette son influence sur les pays européens, apportant publiquement son soutien à la fachosphère. ▶ (À suivre)



L'outil de vérification des faits de X a récemment déclaré que "les plans du crématorium d'Auschwitz révèlent des installations conçues pour la désinfection au Zyklon B contre le typhus", et non pas pour exterminer les Tziganes, les Gitans, les Hébreux, ...

rope afin de renvoyer les immigrés en Afrique, va rendre invalide son carte de séjour d'étudiant et devenir immigré clandestin aux USA. Régularisé plus tard, il obtiendra la nationalité américaine en plus des 2 précédentes en 2002, dix ans après son installation aux États-Unis, et possède depuis la triple nationalité. Elon Musk se paye Twitter qu'il renomme « X ». En 2018, Elon Musk est l'objet d'une enquête du gendarme de la bourse américaine, la « SEC » - Securities and Exchange Commission - en raison de ses annonces faites sur X pour influencer à la hausse le prix de l'action de sa bagnole Tesla. À partir de la fin des années 2010, ses actions et déclarations, dont certaines sont des fake news, sont très médiatisées. Grand complotiste, il a modifié l'algorithme de Twitter dès son rachat et s'est beaucoup impliqué dans la campagne pour l'élection de Trump de 2024 en devenant son deuxième plus gros contributeur financier. Pour le remercier, Trump le nomme « sinistre » de l'Efficacité Gouvernementale ». Il va procéder à des coupes budgétaires et licencier des dizaines de milliers de fonctionnaires. 4 mois plus tard, il quitte son poste de « sinistre » et entre dans un violent conflit avec Trump. Il projette son influence sur les pays européens, apportant publiquement son soutien à la fachosphère. ▶ (À suivre)

Beурgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Transport urbain

Uber revient... par la porte de derrière ?

Acrochez vos ceintures, Uber redémarre au Maroc ! Après un passage éclair et une sortie sur coup de klaxon en 2018, l'application de VTC, pionnier du VTC au Maroc, est revenue à toute allure depuis le jeudi 27 novembre, avec un déploiement initial à Casablanca et Marrakech. UberX pour les trajets classiques, UberXL pour ceux qui voyagent en groupe ou avec valises XXL : tout est prêt pour une virée urbaine bien huilée... en apparence. Objectif affiché : accompagner la mobilité du Maroc à l'approche des grands rendez-vous sportifs, notamment la CAN 2025 et la coupe du monde 2030. Un retour calibré pour ne pas louper le virage de la modernité... ou du marketing. Mais côté taxis, les moteurs grincent qui voient en UBER une menace directe de leur monopole urbain. Pas de feu vert officiel, pas de signal clair du ministère de tutelle, et surtout, toujours cette vieille friction entre « tech mobile » et « taxi traditionnel ». Mahjoub Doumi, de l'Organisation démocratique du transport, le dit sans détours: « Aucune autorisation n'a été donnée. » Côté Careem, certains chauffeurs évoquent une possible migration vers Uber... mais rien n'est confirmé. Le flou persiste donc sur les routes réglementaires. Uber roule-t-elle à contresens juridique ? En tout cas, elle trace sa route. En silence... pour l'instant. ▶



Un retour à toute allure...

15 ans d'inclusion financière Al Barid Bank prend la pose... sur un timbre

Al'occasion du 15^e anniversaire d'Al Barid Bank, Barid Al-Maghrib, en partenariat avec sa filiale bancaire, dévoile un timbre-poste commémoratif. Une manière symbolique de saluer le parcours d'une institution qui a marqué en profondeur le paysage financier marocain. Fondée en 2010, Al Barid Bank s'est hissée au rang d'acteur central de l'inclusion financière, en démocratisant l'accès aux services bancaires sur l'ensemble du territoire, notamment dans les zones rurales et périurbaines. Fidèle à sa devise « Al Barid Bank, pour tous les Marocains », l'établissement a misé sur l'accessibilité, l'innovation technologique et une vision citoyenne pour élargir continuellement sa base de clients. Son vaste réseau d'agences, ses solutions digitales pratiques et sa politique volontariste d'ouverture ont permis de hisser le taux de bancarisation du Royaume à des niveaux inédits. En quinze ans, la banque a consolidé sa mission sociale, en phase avec les priorités nationales en matière d'inclusion économique, digitale et sociale.

Ce nouveau timbre s'inscrit dans une série entamée en 2010, lors de la création d'Al Barid Bank, puis enrichie en 2020 pour ses 10 ans. Une collection qui illustre, à sa manière, la montée en puissance d'une banque décidément pas comme les autres. ▶





Côté BASSE-COUR



Filière oléicole L'huile d'olive coule à flots, les prix tombent de haut

Après deux années de disette oléicole, la campagne 2025-2026 marque un retour en force de la production d'olives au Maroc, avec plus de 2 millions de tonnes récoltées. Résultat : les prix de l'huile d'olive fondent comme neige au soleil, au grand soulagement des consommateurs. Un succès agricole qui porte la signature du Plan Maroc Vert... et d'un bon coup de pouce du ciel.

Bonne nouvelle pour les amateurs d'huile d'olive et les professionnels de la filière: la campagne oléicole 2025-2026 s'annonce exceptionnelle. Avec une production nationale dépassant les 2 millions de tonnes, la filière signe un spectaculaire rebond de plus de 100% par rapport à la précédente saison. Ce sursaut de la récolte a eu un effet direct sur les prix : finis les sommets à plus de 100 DH le litre ! L'huile d'olive revient à des niveaux plus abordables, avec des prix oscillant entre 45 DH pour la vierge courante et 70 DH pour l'extra vierge. Une bouffée d'oxygène pour les consommateurs, après deux années de tension sur le marché. Cette embellie s'explique avant tout par une météo nettement plus clémence : des températures hivernales suffisamment basses pour satisfaire les besoins en froid des oliviers, et surtout des pluies abondantes et bien réparties au printemps dernier, au moment critique de la floraison et de la nouaison. Des conditions réunies qui ont permis aux vergers de donner le meilleur d'eux-mêmes. Ce regain de vitalité n'est pas le fruit du hasard. Il illustre les résultats concrets du



Finis les sommets à plus de 100 dirhams le litre ! L'huile d'olive revient à des niveaux plus abordables.

Plan Maroc Vert (PMV), qui a déployé une stratégie ambitieuse en faveur de l'oléiculture. Parmi ses objectifs : étendre les superficies cultivées, moderniser les outils de trituration, rajeunir les vergers existants et faire grimper les rendements. Cette approche globale a aussi misé sur l'intégration des filières, la structuration des professionnels à travers des contrats-programmes, et la mobilisation de l'investissement privé, tout en s'appuyant sur un partenariat public-privé renforcé. La dynamique ne s'est pas arrêtée là. Elle s'est poursuivie sous l'impulsion de la stratégie Génération Green, qui a pris le relais du PMV. Avec un engagement renouvelé de l'État et des opérateurs du secteur, le Maroc confirme ainsi sa volonté de consolider sa souveraineté agricole tout en valorisant ses cultures emblématiques comme l'olivier. ▶

Slow Food célèbre la Journée Terra Madre 2025

Le 10 décembre, une mobilisation mondiale festive pour une alimentation bonne, propre et juste.

Organisée par Slow Food depuis 2009, Terra Madre Day est le moment où les communautés locales du monde entier se rassemblent pour célébrer une alimentation bonne, propre et juste. Elle réunit autour d'actions nobles un réseau de paysans, de pêcheurs, de communautés autochtones, de cuisiniers, d'activistes, d'étudiants et de producteurs qui œuvrent pour préserver la biodiversité et protéger les écosystèmes.

Née de la conviction que l'alimentation est profondément liée à la culture, à la santé et à l'environnement, le Terra Madre Day commémore la date de la signature du Manifeste international Slow Food et est un moment pour honorer les personnes et les communautés derrière notre alimentation par des visites de jardins et de fermes, des repas communautaires, des activités éducatives et des célébrations culturelles. 350 événements auront lieu sur les cinq continents dans 86 pays du 6 au 14 décembre. (Voir le site officiel de la Journée Terra Madre). « Dans un monde rempli d'incertitude, se réunir autour d'une table partagée nous rappelle ce qui

compte vraiment : la connexion, la sollicitude et le pouvoir que nous détenons lorsque nous nous unissons. C'est pourquoi nous invitons les gens à se joindre à nous pour célébrer le Terra Madre Day, un puissant acte de résistance contre les systèmes alimentaires industriels et une affirmation mondiale de notre engagement envers la souveraineté alimentaire, des prix équitables pour les producteurs, et la défense de l'agroécologie comme voie vers un avenir juste et régénératrice », déclare Edward Mukabi, président de Slow Food. « L'alimentation est fondamentalement une question de communauté, de joie et de politique. Alors que nous condamnons la souffrance incessante endurée par des personnes innocentes dans de trop nombreuses régions du monde, notre responsabilité s'étend au-delà des simples mots. Nous devons tendre nos mains et nos coeurs au-delà de nous-mêmes et au-delà de nos frontières nationales. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons rejeter le nationalisme. Un monde bon, propre et juste ne peut exister que sans barrières, sans murs, sans individualisme et sans discrimination ». Plus qu'une célébration, un engagement pour un système alimentaire meilleur.

La Journée Terra Madre est plus qu'une simple célébration ; c'est une déclaration sur le type de système alimentaire pour lequel Slow Food se bat :

• Souveraineté Alimentaire : Le droit des peuples à une alimen-



tation saine et culturellement appropriée, et leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles durables.

• Agroécologie : Un accent mis sur une agriculture durable qui travaille avec la nature, plutôt que contre elle, assurant la santé écologique et la résilience climatique.

• Résistance : Une position explicite contre les lobbys de la mondialisation et du contrôle des entreprises qui conduisent souvent à l'exploitation des agriculteurs et à la destruction de la biodiversité. ▶

Match AS FAR-Al Ahly Un stade 5 étoiles pour des actes en dessous de zéro

JAMIL MANAR

La Confédération africaine de football (CAF) a déclenché l'arbitrage disciplinaire après les graves incidents enregistrés lors des rencontres AS FAR-Al Ahly à Rabat vendredi 28 novembre. Pointant des "dysfonctionnements majeurs" en matière de sécurité, l'instance promet des sanctions fermes à l'issue de l'enquête en cours. Le carton rouge n'est plus très loin. À quelques jours de la CAN 2025 que le Maroc s'apprête à accueillir, ce match a offert un avant-goût... de ce qu'il ne faut surtout pas faire. Anarchie aux portes, chaos en tribunes, pluie d'invectives et de projectiles : une soirée foot transformée en spectacle de désolation. Le stade est prêt. Pas sûr que tout le monde le soit. Le vrai match... et le véritable spectacle se jouaient en parallèle et ils n'avaient rien de sportif. Dès l'entrée, le ton était donné : foule en furie, organisation en déroute. Des supporters sans billets s'agglutinent aux portes, transformant l'accès au stade en parcours de combattant dans



À quelques jours de la CAN 2025 que le Maroc s'apprête à accueillir, ce match a offert un avant-goût... de ce qu'il ne faut surtout pas faire.

un environnement chaotique.

Les stadiers et la police, en net sous-effectif, tentaient de contenir une marée humaine prête à tout : escalade des grilles, détournement d'usage des haies de séparation transformées en échelles improvisées, et même recyclage audacieux des bennes à ordures en escabeaux d'appoint. Pas de filtrage en amont, pas de contrôle à l'approche du stade... bref, une ambiance de porte ouverte sur le chaos. Une fois à l'intérieur ? Une ambiance de feu... mais pas au sens noble. Sifflets non-stop, invectives distribuées à l'unisson : joueurs égyptiens et FAR réunis sous une même agression verbale. A chaque action, les spectateurs se lèvent, bloquant la vue comme si leur mission était de participer physiquement au match. En bonus: jets de bouteilles sur la pelouse et un tapis de déchets laissé dans les gradins comme souvenir.

Le stade, flambant neuf, aurait mérité un public à sa hauteur. Ce soir-là, il a surtout abrité un triste spectacle où la passion a viré à la déraison. Un joyau d'infrastructure, entouré d'un vacarme indigne. Une belle enceinte pour des incivilités XXL. ▶



Le Maigret du CANARD



Recouvrement fiscal Réforme express, cafouillage XXL

Avec la loi 14.25 sur les taxes locales, le ministère de l'Intérieur a décidé de faire passer rapidement la collecte des impôts du centralisé au localisé. L'idée est louable, sauf que le transfert de cette mission qui relevait de la TGR vers les communes a viré à la paralysie du dispositif.



Le ministre de l'Intérieur Abdelouafi Laftit et le patron de la TGR Noureddine Bensouda.

LAILA LAMRANI

Derrière l'ambition affichée de décentraliser la collecte des taxes locales en vertu d'une circulaire le 11 novembre 2025, la réforme a accouché d'un désordre institutionnel inédit. Faute d'un cadre transitoire clair, la continuité du service public est rompue, laissant les percepteurs fiscaux désorganisés, les fonctionnaires déboussolés... et les caisses des collectivités désespérément vides. Une réforme bâclée, symptomatique d'un pilotage à vue.

Du côté de la Trésorerie générale du Royaume (TGR), on crie au hold-up administratif. Beaucoup de fonctionnaires n'ont ni les clés, ni les consignes, ni même le café pour digérer tout ça.

Résultat : confusion dans les percepteurs, panique dans les provinces, et ambiance glaciale entre le ministère des Finances et celui de l'Intérieur qui se renvoient la patate chaude.

En cause, la loi est allée plus vite que l'intendance. Aucun mécanisme de transition n'a été prévu. Résultat: Plus de 14 taxes en pause fiscale prolongée. Et ce n'est pas fini : pour faire tourner la boutique locale, il faut recruter... 92 percepteurs communaux. 92 super-agents, formés, expérimentés, motivés. Bref, une denrée rare en stock limité. C'est en effet le paradoxe d'une réforme qui vise la décentralisation... sans les moyens de la mettre en œuvre. Avec des communes déjà à bout de souffle, en sous-effectif chronique et

sans formation adaptée, on les accable avec un chantier aussi technique et stratégique que le recouvrement fiscal. Résultat : des caisses à remplir... mais personne au guichet ! Une vraie équation à trou, version administration. Au cœur de cette tragicomédie budgétaire, une bataille d'ego à ciel (et caisse) ouvert. Devant les adhérents du Syndicat national démocratique des Finances (SND-CDT), Mohamed Daidaa n'y est pas allé par quatre chemins : « On assiste à un bras de fer entre le ministre de l'Intérieur Abdelouafi Laftit et le patron de la TGR Noureddine Bensouda. » Pas une passe d'armes feutrée, une véritable bataille à couteaux tirés. Une tension qui se répercute sur le terrain où les percepteurs sont pris en otage. À

Hay Hassani, quatre percepteurs TGR fusionnées en une seule... et des fonctionnaires laissés en plan, sans mission, sans boussole, parfois sans bureau.

Dans cette ambiance de cafouillage administratif, certains gouverneurs tentent de jouer la carte du pragmatisme : contacter les percepteurs de la TGR. À Casablanca, deux agents courageux ont accepté... Mais entre détachement provisoire, transfert administratif ou service commandé, leur statut est aussi flou que les instructions ministérielles. Le Syndicat national démocratique des Finances tire la sonnette d'alarme: on

ne gère pas une réforme par circulaire surprise. Même si la ministre Nadia Fettah tente d'éteindre l'incendie en donnant des gages, Mohamed Daidaa n'est pas dupe. Ce n'est pas seulement une affaire de primes, mais de dignité professionnelle : on ne case pas un percepteur comme un meuble. Dans l'espoir d'éviter une escalade aux conséquences fâcheuses, les syndicats temporisent mais préviennent : sans feuille de route claire, les sit-in vont fleurir plus vite qu'un rappel fiscal. Une mobilisation nationale n'est pas à écarter. La réforme voulait moderniser, elle a surtout réussi à paralyser. Pour le moment, le seul impôt qu'on collecte... c'est celui de l'improvisation et du cafouillage. ▶

OCP -ONUDI

Un tandem pour verdir l'industrie et nourrir la planète

Le Groupe OCP, géant mondial des engrains phosphatés, et l'ONUDI ont scellé un nouveau partenariat de cinq ans pour poser les jalons d'un avenir agricole et industriel plus vert. Objectif : unir leurs expertises pour booster l'agriculture intelligente, décarboner l'industrie et développer les talents du continent. Ce protocole d'accord renforce une collaboration déjà bien établie entre l'ONUDI — ardente promotrice d'un développement industriel inclusif — et le savoir-faire d'OCP dans la nutrition des plantes, l'innovation et les processus industriels. Au menu : amélioration des chaînes de valeur agricoles, soutien au développement de l'ammoniac et de l'hydrogène verts, mais aussi virage vers l'Industrie 4.0, l'intelligence artificielle et les écosystèmes industriels durables. Le tout au service d'une Afrique plus résiliente et compétitive. Pour Hanaane Mourchid, Chief Sustainability & Innovation Officer du Groupe OCP, « ce partenariat nous permet d'accélérer une transition juste, en misant sur les compétences, l'innovation et des solutions concrètes pour les agriculteurs et les communautés ».

Gerd Müller, Directeur général de l'ONUDI, insiste quant à lui sur l'urgence d'« unir forces et innovations pour bâtir des systèmes alimentaires robustes et une industrie verte capable d'offrir des perspectives aux jeunes générations ».

Ce nouveau chapitre scelle une volonté commune : conjuguer durabilité, croissance inclusive et souveraineté alimentaire au présent comme au futur. ▶



À propos d'OCP

Le Groupe OCP est un leader mondial des engrains phosphatés et des solutions de nutrition des plantes. Avec plus de 17 000 employés et un chiffre d'affaires de 9 milliards USD en 2024, il opère sur cinq continents. Engagé dans une stratégie d'investissement vert (13 milliards USD sur 2023-2027), OCP vise une production 100 % à base d'énergies renouvelables et d'eau non conventionnelle, avec l'objectif de neutralité carbone d'ici 2040. Le Groupe allie performance économique, durabilité et responsabilité sociale.

À propos de l'ONUDI

L'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) est une agence onusienne spécialisée dans la promotion d'une industrialisation durable, inclusive et innovante, en ligne avec l'ODD n°9. Elle œuvre pour un monde sans pauvreté ni faim, en soutenant 173 pays membres à travers la coopération technique, le conseil, la normalisation et les partenariats. Ses priorités : renforcer les chaînes de valeur agricoles, lutter contre le changement climatique par l'énergie propre et garantir des chaînes d'approvisionnement équitables et durables. ▶



Le Maigret du CANARD



La pétanque nationale en pleine dégringolade Quand la boule ne tourne plus rond

La pétanque, ex-fierté nationale auréolée de titres mondiaux, roule désormais sans repère. Suspension internationale, clubs en grève, bannissements des compétitions internationales, AG fantômes... Et un président de fédération hors-la-loi qui regarde ailleurs, imperturbable, comme si le Maroc n'était pas devenu persona non grata sur les terrains du monde.

Mais le naufrage de cette discipline n'est pas un cas isolé. Il raconte, en condensé, la faillite chronique de la majorité des fédérations sportives nationales embourbées dans le copinage, l'opacité, l'amateurisme et l'impunité. Une épidémie de mauvaise gouvernance contamine nombre de disciplines sportives, transformant le paysage sportif en terrain vague. Un désert où les présidents s'éternisent, les compétitions s'effacent et les jeunes talents perdent espoir. Mais ce qui choque davantage, c'est le silence assourdissant du ministère de tutelle, pourtant censé réguler, surveiller et intervenir, face à tant de turpitudes. Mohamed Saad Berrada est aux abonnés absents. Il a d'autres chats à fouetter : de sérieux soupçons de conflit d'intérêt pèsent sur ses sociétés opérant dans le secteur pharmaceutique .

Seul rescapé du naufrage fédéral : le football. Grâce à la gestion rigoureuse de la FRMF et l'engagement de son président Fouzi Lekjaa, le ballon rond reste droit dans ses crampons. Résultat : crédibilité, performance et rayonnement international. Comme quoi, quand on veut, on peut. Encore faut-il vouloir.



Khalid Mansouri, président de la FRMP.

Du 22 au 28 novembre 2025, la Mauritanie a abrité le 10e Championnat d'Afrique de pétanque sous l'égide de la CASP et de la FIPJP. Dix-huit nations étaient en lice, pour ferrailler en individuel, doublette, triplète et tir de précision, avec des tickets en jeu pour les Mondiaux 2026. Mais un grand absent de marque: le Maroc. Décryptage d'un naufrage

Triple champion du monde, le Maroc est cloué au sol par ses propres déboires fédéraux, provoquant frustration et incompréhension aussi bien chez les athlètes frustrés que les supporters. Pendant que le continent joue, le royaume, lui, regarde... la boule à zéro. Inacceptable.

Autrefois, la pétanque nationale faisait figure de conte sportif à la sauce "boule de cristal" : on lançait, on visait, on gagnait. Trois titres mondiaux, une précision chirurgicale, et un prestige qui envoyait même les cigales du Sud de la France bouder dans leur coin. Mais voilà, ces dernières années, la trajectoire s'est mise à cligner du guidon, la boule a quitté le cochonnet, et la discipline est aujourd'hui en mode dérapage incontrôlé. A l'origine de la déroute : la Fédération Royale marocaine de Pétanque (FRMP), dont le président Khalid Mansouri, n'a pas tenu ses assemblées générales depuis trois saisons consécutives (2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025). Ce n'est que récemment que M. Mansouri, par ailleurs parlementaire RNI de la région de Béni Mellal, a décidé, sous la pression des mécontents, de convoquer une assemblée générale élective censée aboutir à l'élection d'un nouveau bureau et d'un nouveau président. Mais la réunion a rapidement viré au fiasco. Des membres en colère ont vivement contesté la légalité de

cette AG, interrompant les travaux et réclamant la mise en place d'une commission provisoire indépendante pour encadrer le processus électoral. Ambiance sous pression autour du cochonnet...

Le président contesté n'a pas dit son dernier mot. Dans une lettre datée du 29 novembre 2025, il a relancé la machine en invitant les présidents de ligues régionales et les associations affiliées à déposer, sous huit jours, leurs candidatures par courrier recommandé en vue de l'assemblée générale fixée au samedi 13 décembre 2025 à Rabat. Mais cette nouvelle tentative pourrait bien faire chou blanc : sans la mise en place préalable d'une commission provisoire, comme exigé par une grande partie des adhérents, l'AG risque fort d'être boycottée. Le suspense reste entier... au bord du terrain comme dans les coulisses.

Derrière ces manœuvres en série, beaucoup voient surtout une tentative de l'équipe sortante de faire oublier une question qui fâche : qu'est-il advenu de l'excédent budgétaire laissé par l'ancien bureau, dirigé par Mahmoud Archane ? Plusieurs voix s'élèvent pour exiger des éclaircissements, réclamant un rapport financier détaillé et, surtout, un audit indépendant des comptes de la fédération. Mais tant que ces demandes restent lettre morte, le flou règne... et la tension monte. Ambiance électrique sous les boules de pétanque. Une situation qui va à l'encontre de la loi 30.09 et les statuts types qui exigent une assemblée générale annuelle pour approuver les rapports moral et financier et renouveler les mandats statutaires. Devant ces entorses à la loi, les ligues régionales ont lancé une fronde en règle. Safi, Marrakech, le Sud, Fès, Meknès et plus de 20 clubs du Centre ont mis les boules en grève : plus de compétitions officielles, licences bloquées depuis 2023, cotisations toujours encaissées... mais plus personne pour jouer le jeu. Aujourd'hui, la pétanque nationale ne roule plus : elle cale, glisse, rebondit de travers... et cherche désespérément son cochonnet.

Et comme si les plombs ne suffisaient pas, les finances font elles aussi un joli carambolage. Les champions de la Coupe du Trône attendent toujours leurs primes, tandis qu'une question rebondit sur tous les boulodromes : que sont devenus les 10 millions de DH laissés dans les caisses par l'ancien bureau ?

Le Tribunal Arbitral du Sport s'en mêle et enfonce la mène : suspension internationale du Maroc jusqu'à renouvellement des structures fédérales. En clair : tant qu'on joue à la pétanque avec des dés pipés, plus de terrain international.

Premier coup de massue : un Mondial en Italie du 18 au 21 septembre 2025... sans le Maroc. Un silence lourd comme une boule oubliée. Les critiques ont tiré à vue : mauvaise gestion, absence de vision, cafouillage à tous les étages.

Avec les Mondiaux féminins en France et juniors en Espagne qui pointent, le Maroc risque de nouveau d'être spectateur. Et si aucune décision ne vient redonner sa trajectoire à cette discipline en perte de repères, la pétanque nationale finira sans doute dans le cercle fermé des grands ratés du sport marocain. Le Maroc suspendu par la justice sportive internationale et banni de toute compétition officielle ? Les clubs en grève ? Les joueurs en colère ? Le président hors-la-loi n'en a cure. Il s'accroche à son poste, insensible aux critiques comme aux désastres. Face à la fronde qui prend de l'ampleur, la Fédération daigne enfin donner signe de vie. Par Deux communiqués aussi flous qu'un terrain sablonneux : une AG ordinaire et une AG élective le 15 novembre... sans préciser le lieu. De la pétanque fantôme, nouveau sport favori du président seul contre tous !



Le Maigret du CANARD



Paiement électronique

La fin du tout-CMI

Après des années de domination sans partage, le CMI doit désormais composer avec de nouveaux acteurs sur le marché du paiement électronique. Sous l'impulsion du Conseil de la concurrence, l'écosystème se transforme : redistribution des contrats, nouveaux acteurs en lice, et échéances à respecter.

LAILA LAMRANI

Dans le grand feuilleton du paiement électronique au Maroc, NAPS vient de marquer un joli but dans les filets du Centre Monétique Interbancaire (CMI). Après un long bras de fer, les deux parties ont trouvé la touche « accord » : un règlement à l'amiable avec, à la clé, un joli chèque de 15 millions de DH pour NAPS, accompagné du transfert de 1 000 contrats commerciaux. Une opération tout sauf symbolique qui rebat les cartes dans un secteur longtemps verrouillé. Crée en 2017, NAPS s'était aventurée sur un terrain dominé par un seul joueur : le CMI, qui trustait 98 % du marché depuis 2004. David contre Goliath version monétaire. En saisissant le Conseil de la concurrence, NAPS a déclenché une onde de choc : en 2024, Bank Al-Maghrib met un coup de sifflet réglementaire en plafonnant les frais d'interchange à 0,65 %, histoire de relancer le jeu et d'éviter les passes trop longues au même camp. Le deal signé avec le CMI permet aujourd'hui à NAPS de récupérer un portefeuille client au fort potentiel, avec 5 millions de DH de commissions annuelles estimées. Jackpot : cette indemnisation représente même plus que



L'addition est salée pour le CMI, mais pour le consommateur, c'est peut-être le début d'une ère de vraie concurrence.

les bénéfices nets annuels de NAPS. Une victoire en cash et en image. L'addition est salée pour le CMI, mais pour le consommateur, c'est peut-être le début d'une ère de vraie concurrence. À présent, la partie s'annonce bien plus ouverte sur le terrain du paiement digital. Avec cette opération, NAPS obtient réparation, le marché une bouffée d'air, et les commerçants de nouvelles options. Une étape-clé vers un écosystème digital plus ouvert, plus compétitif et plus en phase avec les ambitions nationales en matière de digitalisation et d'inclusion financière. Bref, le paiement électronique entre dans une nouvelle ère... où chaque acte comptera. Cet accord tombe à pic, dans un contexte où les lignes bougent enfin. Le CMI, longtemps seul aux commandes, doit maintenant passer la balle. Il lui revient de céder tous ses contrats d'adhésion – commerçants physiques et en

ligne – à d'autres opérateurs, tout en continuant à jouer les chefs d'orchestre techniques dans un système désormais multi-acquéreurs. Le Conseil de la concurrence a accordé une rallonge : jusqu'au 31 janvier 2026 pour les commerçants, et jusqu'au 30 avril pour les administrations. Gare aux retards : une amende journalière est prévue pour ceux qui traînent des pieds. La redistribution est déjà en marche. Depuis juin 2025, les nouveaux entrants s'activent. Résultat : En quelques mois, près de 3 000 contrats et terminaux de paiement ont changé de maillot. Le match est lancé. Reste que certaines zones stratégiques comme le portail Fatourati et le hub des facturiers sont encore sous contrôle du CMI. Le gardien reste donc dans les cages, mais il devra assurer jeu propre, en veillant à la viabilité des services pendant une transition de 12 mois. ▶

Les drames de la route en hausse Pour qui roule Narsa ?



Le patron de Narsa Nasser Boulaajoul lors d'une campagne de sensibilisation...

Entre le 24 et le 30 novembre, pas moins de 2.308 accidents de la circulation ont été recensés en milieu urbain, causant 36 morts et 3.109 blessés, dont 122 grièvement, selon le dernier bilan de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN). Ce triste décompte met une fois de plus en lumière la répétition des mêmes comportements à risque : inattention des conducteurs, priorité non respectée, piétons imprudents, excès de vitesse, dépassements dangereux, non-respect des feux rouges, ou encore conduite en état d'ivresse. Autant de facteurs qui transforment chaque semaine la route en terrain d'accidents. Dans le même temps, les forces de l'ordre ont renforcé les contrôles : 49.460 infractions ont été relevées, 7.947 PV transmis à la justice, et plus de 9 millions de dirhams recouvrés à travers 41.513 amendes transactionnelles. Une intensification répressive qui peine encore à faire baisser la courbe de l'hécatombe urbaine. Ces chiffres, aussi alarmants que récurrents, mettent sérieusement en doute l'efficacité des campagnes de sensibilisation, pourtant coûteusement orchestrées par l'agence NARS.

Malgré des slogans plus ou moins percutants, des spots publicitaires omniprésents et des budgets publics généralement alloués, la circulation en ville continue de faire des morts par dizaines chaque semaine. Une question s'impose : à quoi sert cette agence, si ce n'est à compiler les bilans d'une catastrophe routière chronique ? Derrière les belles intentions et les plans d'action inopérants, le manque d'impact concret saute aux yeux. En attendant un virage réel dans la prévention et l'éducation routière, rouler en milieu urbain notamment dans des villes comme Casablanca est devenu dangereux. Au cœur du péril, une espèce motorisée règne en maître sur l'anarchie routière : le livreur en deux-roues, casque au coude, téléphone à la main, code de la route en option. Stop, feu rouge, sens interdit ? Des suggestions. Pendant ce temps, NARS enchaîne les campagnes de sensibilisation très coûteuses... sans réussir à freiner l'hécatombe. ▶

Cyberdéfense

L'école 1337 muscle la cybersécurité made in Morocco

À travers la 3e édition de Cyber Odyssey, le club AKASEC de l'école 1337 mobilise la jeunesse marocaine autour d'un enjeu crucial : la souveraineté numérique. Une offensive pédagogique face aux cybermenaces qui pèsent sur l'avenir digital du Royaume.

La cybersécurité n'est plus un luxe, c'est un réflexe. Une culture. Du 3 au 7 décembre 2025, Khouribga devient le QG de la défense numérique marocaine avec la 3e édition de Cyber Odyssey, le plus grand événement étudiant consacré à la cybersécurité. Organisé par le club AKASEC de l'école 1337, ce rendez-vous s'impose comme un temps fort pour penser, débattre... et coder contre les menaces.

Pendant cinq jours, plus de 500 participants venus de 15 écoles et universités, aux côtés d'experts nationaux et internationaux, prendront part à des conférences, ateliers, tables rondes... et surtout à deux compétitions de CTF (Capture The Flag), dont une de 24h non-stop.

Mais Cyber Odyssey n'est pas qu'un terrain de jeu : c'est un laboratoire stratégique. Alors que les attaques numériques se multiplient et ciblent autant les institutions que les entreprises, l'enjeu est clair : faire émerger une génération de cyber-défenseurs marocains, capables de protéger les infrastructures critiques et la souveraineté numérique du pays. « Cyber Odyssey est plus qu'un événement. C'est une mission », résume le club AKASEC. Et face à l'escalade des cybermenaces, elle devient une urgence nationale. ▶



Le Maigret du CANARD



Énergie verte et ambition industrielle

OCP branche son avenir au solaire... et le stocke pour demain

Le virage vert du Groupe OCP franchit un cap décisif. Sa filiale OCP Green Energy, dédiée à la production et au stockage d'électricité issue des énergies renouvelables, vient de mettre en exploitation la première phase de son ambitieux programme d'investissement solaire.

LAILA LAMRANI

Grâce à sa filiale OCP Green Energy, le géant mondial des phosphates accélère sa transition vers une autosuffisance électrique 100 % verte d'ici 2027, avec des projets de stockage innovants, un fort ancrage industriel marocain et un soutien international de poids. Résultat : 202 mégawatts-crête (MWC) de capacité photovoltaïque désormais en service. Trois sites sont concernés par cette mise en service : Benguerir (67 MWC), Foum Tizi (30 MWC) et Ouled Farès à Khouribga, où une centrale de 105 MWC devient la plus grande installation photovoltaïque actuellement en exploitation dans le pays. Cette mise en route intervient après la finalisation des travaux et les tests de mise en service menés avec succès durant l'été. OCP Green Energy confirme également le lancement de son premier projet de stockage à Benguerir, un maillon stratégique pour garantir une alimentation continue et stable, tout en renforçant la flexibilité du réseau. Ce jalon consolide la compétitivité énergétique du Groupe OCP, tout en inscrivant son action dans la stratégie nationale de transition vers un mix énergétique durable. Au-delà de leur dimension symbolique, les fermes solaires d'OCP Green Energy s'inscrivent au cœur du fonctionnement opérationnel du Groupe. Ces installations assurent déjà une part significative de l'alimentation électrique des sites miniers, avec à la clé un triple bénéfice : sécurité énergétique renforcée, compétitivité accrue grâce à un coût d'électricité très avantageux, estimé à quelque 368 DH /MWh, et soutien direct à la transition industrielle du Groupe vers une production d'engrais sur mesure, plus durable et plus efficiente. Ce déploiement énergétique optimise la résilience du Groupe OCP tout en alignant ses activités industrielles avec les exigences de durabilité, en phase avec les besoins réels des sols agricoles.

Sur le plan réglementaire, ces projets sont pleinement conformes à la législation en vigueur. Ils bénéficient d'autorisations délivrées par le ministère de la Transition énergétique et du Développement durable, dans le cadre de la loi sur l'auto-production. Ils respectent également les décisions de l'ANRE encadrant l'accès et l'utilisation du réseau national de trans-



Le programme solaire d'OCP Green Energy dépasse les frontières nationales.

port et de distribution, ainsi que les règles techniques et contractuelles applicables aux auto-producteurs.

Une mise en réseau stratégique

La mise en service de ces projets solaires s'est concrétisée grâce à la signature de conventions de raccordement et d'accès avec l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE). Ce cadre permet le transport sécurisé et optimisé de l'électricité verte produite vers les différents sites de consommation du Groupe OCP, tous reliés au réseau national. Résultat : une valorisation complète de l'énergie produite, au service non seulement des opérations minières, mais aussi des stations de dessalement d'OCP Green Water et des installations industrielles pilotées par la SBU Manufacturing, y compris les unités de production de la Strategic Business Unit Specialty Products & Solutions (SPS) et Nutricrops. La construction des fermes solaires a mobilisé un vaste réseau d'entreprises locales, dans l'ingénierie, la conception et la réalisation. Cette approche a permis de respecter scrupuleusement délais et budgets, tout en répondant aux standards internationaux les plus exigeants. Avec près de 1,8 milliard de dirhams d'investissement, cette première phase a été menée en mode EPCM (Engineering, Procurement and Construction Management) par OCP Green Energy, dans une logique multi-lots qui a renforcé l'écosystème industriel national. Une réussite énergétique... et stratégique.

Une reconnaissance internationale

Le programme solaire d'OCP Green Energy dépasse les frontières nationales. En avril 2023, la Société Financière Internationale (SFI - Groupe Banque mondiale) a accordé un financement de 100 millions d'euros, saluant la solidité de la gouvernance du projet et la qualité de son ingénierie. Depuis, le cercle des partenaires s'est élargi avec l'arrivée de la KfW, la banque publique allemande, qui soutient notamment l'intégration du nexus Eau-

a déclaré Omar Kadir, directeur général d'OCP Green Energy. Une réussite qui illustre la capacité du Maroc à conjuguer performance industrielle et transition énergétique.

Vers une énergie fiable et continue

En parallèle de la mise en service de ses trois fermes solaires, OCP Green Energy passe à la vitesse supérieure avec un nouveau jalon technologique : le lancement du projet BESS Phase I à Benguerir, première commande officielle de batteries LFP au Maroc. Ce système de stockage d'énergie, doté d'une capacité de 25 MW/ 125 MWh (soit 5 heures d'autonomie), sera opérationnel en 2026. Il permettra de lisser la production solaire en stockant l'électricité produite dans la journée pour la redistribuer aux heures de pointe, assurant ainsi une alimentation stable et continue. « Le déploiement à grande échelle de technologies de stockage est un véritable tourne- point. Il rend les énergies renouvelables plus fiables, plus adaptées aux besoins du réseau et mieux intégrées au système électrique national », a expliqué à cet égard Omar Kadir, DG d'OCP Green Energy.

Un cap clair vers 2027... et au-delà

Avec cette première étape franchie, OCP Green Energy confirme une ambition à long terme : atteindre 1,2 GW de capacité d'ici 2027, puis plus de 2 GW au-delà, dont au moins 2 GWh de capacités de stockage. Une stratégie conforme à l'objectif phare du Groupe OCP : couvrir 100 % de ses besoins électriques industriels à partir de sources renouvelables dès 2027. Un pari sur l'autonomie, la durabilité, et la compétitivité à l'échelle mondiale, qui inscrit le géant national dans une dynamique de transition énergétique exemplaire. ▶





Le Maigret du CANARD



Tourisme national

YALLA , MAIS POUR ALLER OÙ ?

Accompagnateur touristique chevronné, Samir Berhil promène dans cette tribune libre un regard de professionnel avisé, nourri d'une grande expérience de terrain, sur les défaillances et les insuffisances relevées au gré des circuits et séjours en groupes ou en individuels dans le Maroc touristique. Derrière les records d'arrivées et l'euphorie des devises, il dresse un tableau sans fard des petits dysfonctionnements quotidiens qui impactent l'expérience client : aéroports déconcertants, infrastructures obsoletées, pratiques hasardeuses... Un appel à une correction de ce qui ne va pas pour que la "destination Maroc", soit davantage attrayante.



On connaît l'adage : le client est roi. Mais à en juger par certaines réalités du terrain, le royaume devrait peut-être revoir sa copie : ici, le client est certes bienvenu... mais pas toujours traité comme un roi.

SAMIR BERHIL

Le boom touristique que connaît le Maroc ces dernières années pousse à s'interroger : dans cette course effrénée aux chiffres et aux devises, ne perd-on pas de vue l'essentiel — l'expérience du visiteur ? Dès son arrivée, le touriste est mis à l'épreuve. À l'aéroport Mohammed V de Casablanca, l'indication « Terminal 1 » sur le billet ne garantit en rien une sortie facile : entre confusion sur les bagages et parcours labyrinthique, nombreux sont ceux qui finissent par errer, tandis que les guides, chauffeurs ou proches venus les accueillir jonglent entre les sorties pour retrouver leur client perdu. Une désorientation qui donne parfois lieu à des scènes dignes d'un vaudeville.

Heureusement, d'autres plateformes comme celles de Fès, Tanger ou Agadir s'en sortent mieux, grâce à des structures plus simples et une organisation plus lisible. À Marrakech, c'est une autre histoire. Dans la ville ocre, les ennuis commencent dès la sortie de l'aéroport. Les faux taxis pullulent, les chauffeurs non agréés accostent sans relâche, et les rabatteurs clandestins redoublent de zèle pour embarquer les touristes vers des raids improvisés ou des excursions au sud du pays. Pour le visiteur non averti, l'arrivée tient parfois plus du guet-apens que de l'accueil chaleureux vanté dans les brochures.

Plus inquiétant encore, certaines agences de voyages, au nom de la rentabilité, continuent de programmer des trajets sur des routes secondaires délabrées, souvent bor-

dées de décharges sauvages. Les circuits qui longent plastiques, gravats, couches usagées et déchets industriels laissent un goût amer à ceux venus chercher authenticité et beauté. Exemple criant : l'itinéraire entre Chefchaouen et Rabat, via Sidi Allal Tazi et Souk Larbaa, où le pittoresque cède la place au pathétique. La solution ? Elle existe. Il suffirait de rallonger légèrement les trajets — une centaine de kilomètres par autoroute — pour offrir un parcours digne, propre et sécurisé. Ce n'est pas une question de distance, mais de décence. Une fois le chaos des terminaux passé, encore faut-il réussir à trouver son point de rendez-vous. Une signalétique simplifiée — en arabe, en anglais et pourquoi pas en mandarin — avec des indications claires vers les Meeting Point Groups est une nécessité. Aujourd'hui, beaucoup de visiteurs débarquent sans repères, errant entre les portes de sortie à la recherche d'un panneau, d'un nom, ou d'un chauffeur. L'accueil pourrait être, tout simplement, mieux balisé.

Embouteillages en série, timings explosés

Mais le vrai casse-tête commence souvent une fois le véhicule touristique lancé. Entre routes saturées et bus coincés dans des bouchons interminables, les horaires de visite sont mis en pièces. Faut-il encore attendre un demi-siècle avant que les fameuses voies dédiées aux bus touristiques soient opérationnelles ? À défaut de circuit fluide, on offre aux touristes une plongée forcée dans notre trafic infernal, avec «

infarctus routier » en bonus sur leur carnet de voyage.

Les guides touristiques en témoignent, les associations locales le crient depuis des années : les médinas étouffent. À Marrakech, Fès ou Tétouan, ce ne sont plus les sentiers d'épices ou l'écho des artisans qu'on entend, mais le vrombissement incessant des motos pétaradantes. Ces engins se faufilent à toute vitesse dans les ruelles étroites, frôlant passants, enfants et touristes, dans une indifférence quasi-généralisée. Résultat : les circuits piétons historiques, joyaux de notre patrimoine, risquent de disparaître, laminés par l'anarchie motorisée.

Et pourtant, la solution existe : passer progressivement aux deux-roues électriques. Moins de bruit, moins de pollution, plus de charme. Mais pour cela, il faut une volonté politique, une stratégie claire et surtout une vraie campagne de sensibilisation. Qui doit prendre les devants ? Les communes ? Le ministère du Tourisme ? Celui de la Transition énergétique ? Ou simplement les citoyens ?

Il est temps d'agir avant que nos vieilles villes ne deviennent invivables... et "invisibles"

Le Maroc a lancé un train à grande vitesse... mais oublie de nettoyer autour des rails. Tout au long du trajet entre Casablanca, Rabat et Tanger, les paysages défilent à 300 km/h, ponctués d'un triste décor : un interminable ruban de détritus. Un véritable dépotoir à ciel ouvert. À qui la faute ? « C'est une affaire de communes »,



Le Maigret du CANARD



dira-t-on. Certes, mais encore faut-il que les fonctionnaires communaux aient un minimum de sensibilité au tourisme – ou tout simplement à la propreté. Pour eux, ce qui se passe derrière les murs n'est pas vraiment prioritaire. Faut-il attendre un congrès international pour sortir les balais? Bienvenue dans le Maroc du « branding moderne » ! Un pays qui vend des brochures clinquantes et des expériences haut de gamme... tout en trimballant ses touristes dans des bus sans toilettes. Oui, en 2025, on continue d'organiser des circuits de 500 km par jour, avec pour seule pause technique un café de bord de route — à condition qu'il ait des toilettes utilisables. Pour les guides accompagnateurs, ces arrêts deviennent des missions commando : trouver un endroit décent, propre et accueillant relève du miracle. Le Maroc moderne ? Il a parfois par certains aspects des airs des années 70-80.

Derrière les dunes dorées du désert, un revers plus sombre : des chauffeurs sous-payés à 1 000 dirhams par mois, surtout dans le Tafilalet et le Drâa. Des jeunes de 20 à 22 ans –sans réelle expérience – pilotent des minibus de 17 places sur les routes les plus périlleuses du pays: Tizi n'Tichka, les lacets du Rif, les vallées sinuueuses du Sud... Le tout avec une confiance aveugle dans la baraka pour éviter le drame. La route vire à la roulette.

Monuments touristiques : trop de monde, ambiance foire...

Un tour au palais Bahia, aux tanneries de Fès ou aux Jardins Majorelle, et le décor est planté : files d'attente interminables, foule compacte, ambiance foire. Le vacarme ambiant rend impossible toute explication audible. Et sans les fameux systèmes « whispers » (écouteurs pour les visites guidées), les guides professionnels crient dans le vide. Résultat : une visite bâclée, frustrante, parfois suivie de critiques acerbes de touristes en colère. Le Maroc culturel est pris à la gorge... par son propre succès. La promesse touristique est belle, mais la réalité sur le terrain tangue entre amateurisme, sous-équipement et impréparation chronique. On attire, on vend du rêve... mais sans infrastructure adaptée ni respect des métiers. La modernité ne peut pas se contenter d'un vernis: elle exige aussi des fondations solides.

Il est plus qu'urgent de penser à une formation continue digne de ce nom, qui remettrait à plat les fondamentaux du métier, tout en intégrant les nouvelles attentes des touristes. Car oui, le « mindset client » évolue. Et sans adaptation, le storytelling marocain s'effondrera sous le poids de son improvisation.

Agences de voyages : classement ou déclassement ?

La nouvelle catégorisation des agences de voyages marocaines a de quoi ravis les adeptes des classements, baromètres et autres tableaux Excel. Mais sur le terrain, elle génère surtout panique et chaos. Résultat : certains opérateurs, plus arrivistes que patriotes, n'hésitent pas à livrer aux tour-opérateurs étrangers des "break down" de prix défiant toute logique... et toute dignité. Le dumping est désormais monnaie courante, attirant une clientèle de plus en plus



Riche et savoureuse, la gastronomie marocaine gagnerait à être revisitée.

« discount ». Et dans cette course effrénée au bas prix, la « Marque Maroc » risque de se diluer dans une image low-cost. Dans dix ans, que restera-t-il du rêve marocain, quand les ruelles historiques seront foulées par des hordes low-budget en goguette, guidées à la va-vite

Guides touristiques : entre prestige et laisser-aller

Il fut un temps où le guide marocain était un ambassadeur du royaume. Feu Hassan II l'avait dit, et le mot pesait son poids. Aujourd'hui, certains de ces ambassadeurs 2.0 semblent avoir pris un virage... décontracté. Très décontracté. Jeans, baskets, cigarette à la main et posture de GO en pleine animation. L'histoire devient floue, la culture se brouille. Et pourtant, les réformes de 1996 et 2012 avaient permis l'arrivée de jeunes profils brillants, polyglottes et diplômés. Mais le laisser-aller s'installe, les repères se perdent. Il devient urgent de rappeler qu'un guide touristique ne vend pas seulement des anecdotes, mais une part d'identité nationale. Où sont les discours structurés, l'élégance dans la tenue, la tenue dans le discours ? Où sont les formateurs, les inspecteurs, les référentiels de qualité ? Quand donc envisagera-t-on une formation continue digne de ce nom pour réanimer la profession dans l'excellence... et dans le respect du visiteur autant que du pays ?

Mais voilà : pour que l'essor touristique soit durable, pour que la qualité devienne norme et non exception, il est urgent de revoir la copie. Arrêtons de vendre la destination Maroc avec seulement de la nakhwa (fierté) et des sourires. Il est temps d'ouvrir un vrai débat national sur la vision du tourisme. Des assises s'imposent : où allons-nous, avec qui, et avec quelle ambition collective ?

Car sans remise à plat, sans correction de trajectoire, les fameux « sept jours de figue » pourraient bien se transformer en long hiver touristique. Et comme le dit l'adage latin : *ultimus ridet, optime ridet* — le dernier à rire rira le mieux... ou pas.

parlons pas des sanitaires, relégués au bas de la liste des priorités par des propriétaires plus soucieux de marge que de maintenance. La main-d'œuvre qualifiée coûte cher, alors on rogne. Résultat : des prestations parfois dignes de pays bien moins développés.

Les équipes en place, sous-payées, oscillent entre frustration et débrouille. Il n'est pas rare que les clients se voient demander deux fois le même pourboire — le soir par une équipe, le matin par une autre, qui jure de ne rien avoir vu passer.

Quant aux directeurs d'hôtels, même les plus chevronnés, beaucoup sont obligés de composer avec des propriétaires obnubilés par le chiffre d'affaires, et bien peu enclins à écouter des stratégies commerciales ou à investir dans la qualité.

Restaurants : du tajine... et après ?

Il existe bel et bien une Académie de la gastronomie marocaine, mais sur le terrain, c'est encore et toujours le trio tagine–couscous–brochettes qui trône sur les menus. Le patrimoine culinaire du royaume mérite mieux que cette répétition monotone. Pourquoi ne pas ouvrir le bal à la créativité ? Lancer, par exemple, des concours régionaux des meilleures recettes revisitées à petit budget ? Donner à la cuisine marocaine le souffle d'innovation qu'elle mérite et la sortir des clichés servis à la louche ?

Tout n'est pas à jeter, mais il y a des choses à corriger

Il serait injuste de peindre tout en noir. Car, il faut le dire, le Maroc avance. Les connexions aériennes se densifient, les liaisons ferroviaires se modernisent, les routes et ports se structurent. Résultat: des distances jadis redoutées se parcourront désormais avec une aisance nouvelle, au grand bonheur des citoyens comme des visiteurs. ▶

NOUVELLE HAUSSE DE LA TAXE SUR LE TABAC À PARTIR DE 2026

À CE PRIX-LÀ, C'EST PLUS MOI QUI FUME... C'EST MON PORTEFEUILLE QUI EST GRILLÉ





Pendant trois jours, du 25 au 27 novembre, sur invitation de l'Institut Mauritanien des Etudes Stratégiques (IMES), un groupe d'experts représentant les cinq pays du Grand Maghreb, dont 9 anciens ministres, se sont mis en conclave dans la capitale mauritanienne en vue d'une réflexion collective sur l'avenir du l'UMA, en se focalisant sur les enjeux fondamentaux auxquels les pays maghrébins font face dans un contexte mondial marqué par l'incertitude, la fragmentation, les changements climatiques, le danger terroriste, la multiplication des conflits... Tous ces facteurs plaident pour la relance de l'UMA en dépassant les égoïsmes nationaux et en restant fidèles à l'esprit qui a animé les dirigeants signataires du Traité constitutif de l'UMA, le 17 février 1989 à Marrakech.

Le coût élevé du non-Maghreb

L'espoir et l'élan populaire suscités par cet acte courageux qui répondait aux attentes des peuples de la région et aux défis de nos pays se sont progressivement estompés suite aux déviations de certains dirigeants et à leur esprit hégémonique en pensant, à tort, qu'ils pourraient s'en sortir tous seuls quitte à le faire aux dépens de leur voisin. La période longue d'hivernation de l'UMA et sa mise en sommeil sont largement suffisantes pour montrer les limites d'une telle orientation. Le coût du non Maghreb a été lourdement payé par l'ensemble des pays en termes de croissance et de prospérité pour les peuples de la région. Dans son rapport sur l'intégration économique au Maghreb, la Banque Mondiale a estimé qu'une intégration plus poussée, comprenant la libération des services et la réforme des règles d'investissement, auraient

POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



**Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.**

Experts et Anciens Ministres à Nouakchott

Vers l'éveil de la conscience maghrébine !



Une réflexion collective sur l'avenir de l'UMA.

Texte de la déclaration

Sur invitation bienveillante de l'Institut Mauritanien d'Etudes Stratégiques, un certain nombre d'académiciens et d'experts spécialisés dans les affaires maghrébines, arabes et internationales des cinq pays de l'Union du Maghreb arabe se sont réunis pour se concerter et débattre des moyens de relance du projet d'intégration maghrébine.

Le colloque s'est tenu dans un contexte historique crucial que traverse la région maghrébine, au milieu de défis majeurs : géopolitiques, économiques, culturels et cognitifs, ce qui souligne clairement l'urgence d'y faire face pour éviter une marginalisation extrêmement grave de la région, tant pour les États que pour les peuples.

Dans ce contexte, les participants ont convenu de ce qui suit :

- 1) Adopter le groupe de participants au séminaire de Nouakchott comme noyau du processus de relance générale en tant que groupe de travail et de leadership.
- 2) Élaborer un programme de travail réaliste, méthodique et prometteur pour le groupe. Par conséquent, le séminaire invite tous les participants à mettre à profit

leurs connaissances et leurs expériences pour apporter des contributions pratiques à la conception de ce programme pour l'adopter au cours de la réunion prochaine.

3) Lancer un appel sincère à tous les acteurs maghrébins – gouvernements, élites intellectuelles, partis politiques, femmes, jeunes, hommes d'affaires, syndicats et toutes les organisations de la société civile – pour éveiller la conscience maghrébine et rappeler les points communs dans les cinq pays, en soutien au rêve de millions de Maghrébins à l'union et à l'intégration qui ne pourra se réaliser que par la conjugaison des forces et des efforts de tous. 4) Mandater l'Institut Mauritanien d'Études Stratégiques pour recevoir les contributions intellectuelles afin d'élaborer le programme susmentionné et de formuler le projet, ainsi que de déterminer le lieu et la date de la prochaine réunion du groupe. À la fin de leurs travaux, les participants ont salué l'esprit de responsabilité, la profondeur de la fraternité, l'ouverture d'esprit et le respect sincère qui ont marqué toutes les réunions de cette session constitutive du groupe.

Enfin, les participants expriment leurs sincères remerciements à l'Institut Mauritanien d'Études Stratégiques, au Directeur Exécutif et aux membres de l'équipe pour l'accueil chaleureux, l'hospitalité généreuse et la qualité de l'organisation.

Fait à Nouakchott le 27 novembre 2025 (traduit de l'arabe par nos soins) ▶

augmenté le PIB réel par habitant entre 2005 et 2015 de 34% pour l'Algérie, 27% pour le Maroc et 24% pour la Tunisie. Ces données corroborent avec celles de la Banque Africaine de développement qui estime que le non Maghreb engendre une perte de croissance de 1 à 3% du PIB chaque année ! Qui dit manque de croissance, dit ipso facto plus de chômage, plus de marginalisation sociale et de pauvreté, fuite de compétences par manque d'opportunités.... Si certains pays du Maghreb ont accompli des progrès substantiels sur le front des échanges, la région dans son ensemble reste l'une des moins intégrées du monde. Les échanges intra-régionaux représentent moins de 5 % du total des échanges des pays qui la composent, soit un pourcentage nettement inférieur à celui observé dans tous les autres blocs commerciaux régionaux du monde. Le résultat est là. Les chiffres sont parlants. Bien que les pays du Maghreb disposent de richesses naturelles considérables et de compétences humaines non négligeables, ils n'arrivent pas à décoller. Ils restent pour le meilleur des cas dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Le poids actuel des cinq pays ne pèse pas lourd par rapport aux grandes puissances. Si le Maghreb Arabe s'étend sur une superficie importante de 6 millions de KM2, soit 4% de la superficie du Globe, il ne représente que 0,13% de la population mondiale (106 millions sur 8 milliards). Aussi, avec un PIB de 540 MM \$, il représente à peine 0,5% de la richesse mondiale. En outre, le PIB moyen par habitant varie dans les cinq pays maghrébins entre 6318 \$ et 2205\$. La moyenne maghrébine est de 5100 \$ par habitant contre une moyenne mondiale de 17695 \$, soit un écart de 1 à 2,7 ! L'écart est de 1 à 8 par rapport à l'Europe des 27 et de 1 à 17,3 par rapport aux Etats-Unis. Un fossé semblable s'observe en ma-



Le Maigret du CANARD



tière d'indicateurs sociaux et de développement humain. (Chiffres 2024) Ces données plaident pour l'intégration maghrébine seule à même de créer des synergies et de dégager des complémentarités afin de se hisser à un niveau de développement supérieur et améliorer leur intégration dans la chaîne de valeurs mondiales. Cela renforcerait aussi la résilience du Maghreb face aux chocs exogènes et à la volatilité des marchés.

Il est temps d'agir

Les participants à la réunion de Nouakchott ont abordé ces questions dans un esprit constructif en valorisant les éléments qui unissent conformément aux voeux des organisateurs. Il s'agit dans un premier temps de créer les conditions idoines pour une réflexion collective féconde à l'avenir. Mais d'ores et déjà, on peut affirmer que cette rencontre a atteint ses objectifs dans la mesure où tous les participants ont exprimé clairement que la situation actuelle que traverse le Maghreb ne devrait pas trop durer et qu'il est temps d'agir. Bien sûr, c'est une tâche qui ne dépend pas d'un groupe de pen-

seurs forcément limité en nombre. Un appel sincère est lancé à tous les acteurs, et en premier lieu aux gouvernements, en vue d'agir et de répondre aux voeux des peuples unis par l'Histoire et la géographie. D'ailleurs, l'idée du Maghreb Arabe est forgée dans la lutte commune et solidaire contre le colonialisme. Rien ne nous empêche de poursuivre ce combat contre le sous-développement et la dépendance vis-à-vis des grandes puissances pour assurer notre « souveraineté collective ». Le Groupe de travail créé à Nouakchott est déterminé à y contribuer en restant ouvert à toutes les bonnes volontés. Il ne prétend pas avoir le monopole de la réflexion. Au contraire, nous avons besoin de la multiplication de telles initiatives qui regrouperaient des acteurs des cinq pays. Le Grand Maghreb doit être, on ne le dira jamais assez, une affaire des Etats et des peuples. C'est à cette condition qu'il retrouvera sa dynamique pour jouer le rôle qui devrait être le sien. Les participants à la réunion de Nouakchott se sont posé beaucoup de questions. De bonnes questions. D'autres questions ont été sciemment évitées en laissant au temps le temps ! ▶

DES INFLUENCEURS DEVANT LA JUSTICE



LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPORT



MDJS
LA MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS



Le Maigret du CANARD



Mohamed Saad Berrada

Un cas d'école

Quand un ministre de l'Éducation nationale, déjà englué dans des affaires de conflits d'intérêt, se met à donner des leçons de mobilité scolaire, ça vire à un sketch indigne et de mauvais goût Entre nostalgie d'un papa qui l'a exilé pour réussir et mépris affiché pour l'école publique de proximité, les Marocains découvrent son pire défenseur...



Mohamed Saïd Barada, un ministre déroutant.

LAILA LAMRANI

Un ministre de l'Éducation, du Préscolaire, des Sports et... des affaires gênantes est censé parler avec un minimum de pédagogie. Mais Mohamed Saïd Barada, lui, préfère les raccourcis malheureux qui scandalisent. Son dernier exploit ? Conseiller aux familles rurales de fuir les écoles publiques de proximité – trop médiocres à son goût – pour inscrire leurs enfants ailleurs, même très loin. Le tout, avec l'enthousiasme d'un VRP en écoles « pionnières » et le naturel d'un homme d'affaires qui oublie que sa mission consiste à agir pour améliorer l'image de l'école publique en disant des choses sensées. Mais l'intéressé a montré une vocation particulière pour les sketches ministériels qui ne font rire personne.

Dans un moment d'illumination politique à l'occasion d'une réunion du parti, le ministre a déclaré que pour avoir une bonne éducation, il suffisait de prendre le bus. Ou un mulet. Ou sa maison entière, comme dans les vidéos satiriques qui ont inondé le web après ses propos irrationnels : on y voit des villageois traîner leur maison pour "rapprocher" l'école.

Son raisonnement est très simple, voire simpliste : certaines écoles sont mauvaises, donc fuyez-les. Plutôt que d'œuvrer pour corriger les défaillances, il lance aux parents auxquels

il fait la leçon : "Bonne chance, mais marchez vite."

Mais le dérapage ne ne s'arrête pas là. Face caméra, le ministre est allé jusqu'à hiérarchiser les enseignants : les plus compétents officieraient dans certaines écoles pionnières, tandis que ceux « du fond du tableau » (les « akfassohom », selon l'expression du ministre) peupleraient les zones rurales. Le message est clair : si vous habitez loin, prenez la peine de vous taper plusieurs kilomètres pour avoir les meilleurs enseignants. Autrement, vous condamnez vos enfants à subir un enseignement au rabais. Le ministre normalise en quelque sorte la discrimination territoriale la où il avait pour obligation de défendre la vision d'un Maroc de l'équité pour tous en matière de l'accès au savoir. Selon plusieurs observateurs, le ministre fait assumer la responsabilité du dysfonctionnement de l'école publique aux familles, au lieu d'agir pour réformer le système et améliorer son fonctionnement aussi bien dans le Maroc des villes que des campagnes. Il leur demande de trouver une « bonne école », même si elle est loin, une charge qu'il ne revient pas aux citoyens de porter seuls.

Derrière ses propos maladroits, c'est bien une justification implicite d'une école à deux vitesses qu'il défend : d'un côté, les "écoles pionnières" qu'il faut mériter à coups de kilomètres et de sacrifices, de l'autre, les écoles "proximes mais défaillantes" réservées aux défavorisées notamment du monde rural...

les parents d'élèves, les élus, les internautes : tous ont dénoncé une sortie maladroite, méprisante et révélatrice d'un mépris structurel envers les citoyens ordinaires. Comme si la mission du ministère n'était plus d'élever le niveau de toutes les écoles, mais de pointer du doigt les moins bonnes... Le tollé a été tel que son parti, le RNI, a discrètement retiré du site la vidéo de son intervention. Trop tard : les extraits ont circulé à grande échelle, tournés en dérision, détournés, remixés par l'intelligence artificielle... Triste parabole d'un pays où les élèves du monde rural doivent se taper des kilomètres pour bénéficier d'un droit fondamental.

La sortie désobligeante de ce membre du gouvernement a ravivé la polémique autour des fameuses « Écoles pionnières » qui n'ont de pionnier que le nom. Ces établissements, que le ministre cherche à ériger en modèle, souffrent en réalité de bien des problèmes : pénurie de manuels scolaires et de supports pédagogiques, infrastructures défaillantes, manque d'équipements et de personnel, et parfois même l'absence de direction permanente.

Entre ses approximations en arabe, ses sorties de route pédagogiques et ses casseroles pharmaceutiques, le ministre Berrada collectionne les mauvaises notes comme un élève distrait les rappels à l'ordre en classe. Moralité : l'école publique, c'est pour les autres. Lui, il préfère les avions pour l'éducation de ses enfants, et conseille les kilomètres à pied pour celle de la masse.

Monsieur le ministre, contentez-vous de sucer les bonbons. Dans l'intérêt de l'école, de vos collègues et de votre parti, fermez-la. À méditer, entre deux bonbons et trois scandales. ▶

Bonus autobiographique : Le papa providentiel et la géographie sélective

Le ministre, visiblement nostalgique, a tenu à partager lors de la même réunion partisane une anecdote poignante : « Mon père m'a envoyé dans un pays lointain pour étudier ». Décdez : si vous n'avez pas les moyens d'un paternel visionnaire et fortuné, tant pis pour vous. Saad Berrada n'y va pas par quatre chemins : la solution aux défaillances de l'école publique serait donc... l'exil scolaire qui coûte bonbon...

Mais tout le monde n'a pas un papa prêt à sortir le chéquier pour scolariser ses enfants dans le privé ou leur offrir une place dans une université occidentale. Mais une chose est sûre : ce n'est pas avec un tel profil que la confiance dans l'école publique pourrait être restaurée encore moins lui faire retrouver ses titres de noblesse. ▶



Can'Art et CULTURE



22e édition du FIFM Marrakech déroule le tapis rouge à Jodie Foster et à un cinéma sans frontières

La 22e édition du Festival International du Film de Marrakech a offert un savant mélange de glamour, de réflexion et de diversité. Au cœur des projecteurs : l'hommage vibrant à Jodie Foster et la célébration d'un cinéma mondial en constante effervescence.



Avec un jury prestigieux, le FIFM confirme sa vocation de pont artistique entre les continents.

la pérennité et le rayonnement du festival.

L'actrice a exprimé son admiration pour la richesse du patrimoine marocain et l'énergie de sa jeunesse créative, affirmant que "le Maroc inspire, bouscule et apaise tout à la fois".

Sans conteste, cette édition 2025 restera celle de la confirmation : Marrakech est désormais une référence. Entre l'hommage à une légende vivante et l'ouverture sur des cinémas peu visibles, le festival réussit l'équilibre subtil entre prestige et audace. Le cinéma marocain y

trouve aussi un miroir stimulant : celui d'un avenir où il joue pleinement sa place sur la scène mondiale. Le président du jury, Bong Joon-ho (réalisateur oscarisé de Parasite), a pour sa part salué « un visage de cinéma » capable d'incarner à la fois la fragilité et la puissance. Le tapis rouge déroulé à l'ancienne Clarice Starling était autant un hommage à son talent qu'à une certaine idée du cinéma exigeant et populaire.

Jodie Foster en majesté

Portrait d'une icône libre et libérée

Actrice précoce, intellectuelle engagée, cinéaste accomplie... Jodie Foster est tout cela à la fois, et plus encore. À 61 ans, l'Américaine incarne une rare combinaison de talent brut, de rigueur intellectuelle et d'indépendance artistique. Repérée à 3 ans dans une publicité, elle explose à 13 ans dans Taxi Driver de Scorsese, un rôle aussi marquant que controversé. Très vite, elle choisit de concilier carrière et études, décrochant un diplôme de littérature à Yale, sans jamais céder à l'industrie hollywoodienne.

Actrice caméléon

Deux Oscars (pour Les Accusés et Le Silence des Agneaux), une filmographie dense où se croisent grands réalisateurs et rôles de femmes puissantes, souvent en lutte. Jodie Foster excelle dans les personnages ambigus, complexes, souvent à contre-courant.

Derrière la caméra

Depuis les années 90, elle réalise aussi ses propres films (Le Petit Homme, Money Monster), et multiplie les projets exigeants. Elle fuit le star system, cultive sa discrétion, assume ses choix personnels avec sobriété et fermeté. Féministe sans slogan, Foster reste une figure d'intégrité rare. Lors de son hommage au FIFM 2025, elle a rappelé l'importance des voix singulières dans un cinéma mondialisé. ▶

Un festival mondialisé

Le FIFM 2025 a réuni 82 films issus de 31 pays. Des premières mondiales, des documentaires engagés, des fictions audacieuses... Marrakech a proposé une cartographie saisissante du 7^e art d'aujourd'hui. Cinéastes marocains et talents africains ont dialogué avec leurs homologues asiatiques, européens et américains dans une atmosphère conviviale.

Avec un jury prestigieux et des salles combles, la manifestation confirme qu'elle est bien plus qu'un festival : un pont entre les continents et les générations de cinéastes.

Un espace de transmission

Les conversations entre jeunes auteurs et figures chevronnées, les projections dans la médina, les débats autour de la représentation, du climat ou des nouvelles technologies : le FIFM n'a rien d'un défilé de paillettes sans fond. Il est devenu un lieu de réflexion sur les formes et les récits, un « Davos du cinéma » où se dessinent les tendances de demain. ▶



Jodie Foster lors de sa consécration.



Le MIGRATEUR



Guerre Ukraine - Russie Plan de paix ou business plan ?

LAILA LAMRANI

Derrière les grands discours et les sommets d'urgence, le fameux "plan de paix" américain pour l'Ukraine ressemble de plus en plus à une transaction immobilière à l'échelle géopolitique. Quand les promoteurs écrivent la paix, les peuples trinquent.

Le 19 novembre, Donald Trump a sorti de son chapeau un "plan de paix" pour l'Ukraine... qui ressemble étrangement à un plan de capitulation déguisée. À Kiev, on a cru à une blague – malheureusement, ce n'en était pas une. Le document, généralement incliné en faveur de Moscou, proposait entre autres joyeusement la cession pure et simple des territoires du Donbass et le démantèlement des défenses ukrainiennes. Du côté européen, ce cadeau diplomatique made in USA a fait grincer des dents. Loin de la neutralité attendue d'un médiateur, Washington semble avoir adopté le logiciel du Kremlin avec une aisance déconcertante. Résultat : les capitales européennes, soudain réveillées de leur somnolence stratégique, ont tenté de réécrire ce texte aussi équilibré qu'un tabouret à une seule patte. Le 23 novembre, un sommet d'urgence a donc été convoqué à Genève – ou comment coller des rustines sur une montgolfière éventrée. Après d'après négociations, neuf des 28 points du plan ont été amendés pour ne pas totalement livrer l'Ukraine pieds et poings liés. Mais la Russie, fidèle à sa ligne dure, a renvoyé cette version "corrigée" à l'expéditeur sans même faire semblant d'y croire. Bref, pendant que la guerre s'enlise, que les morts s'accumulent et que l'hiver approche, les puissants du monde jouent à la diplomatie comme on joue au Monopoly : chacun veut sauver sa mise, quitte à vendre une gare ou deux. Sauf que sur le plateau, ce sont toujours les mêmes qui paient l'addition. Comme si le scénario n'était pas déjà assez rocambolesque, voilà que Bloomberg balance un twist digne



Trump et Poutine ont l'air de bien s'entendre...

d'un mauvais polar. Mardi, le média américain révèle que Steve Witkoff, émissaire de Donald Trump (et accessoirement promoteur immobilier au carnet d'adresses bien garni), aurait eu de chaleureux échanges en octobre avec Iouri Ouchakov, le conseiller diplomatique de Vladimir Poutine. Traduction: pendant que l'Ukraine compte ses morts, certains jouent au téléphone arabe entre oligarques. Dans cette conversation, Witkoff aurait généralement offert quelques tips à son interlocuteur russe sur la meilleure façon d'influencer... Donald Trump lui-même. Ironie ? Ce fameux "plan de paix", si gentiment favorable à la Russie, pourrait bien avoir été écrit à quatre mains : deux à Moscou, deux à Mar-a-Lago. De quoi semer un léger malaise dans les capitales européennes, qui découvrent qu'elles ont peut-être passé une semaine à négocier un plan conçu sur un coin de nappe lors d'un brunch entre copains aux idées bien arrêtées sur l'ordre mondial. À ce rythme-là, autant confier la fin de la guerre à un cabinet de consultants : ça coûtera cher, mais au moins on saura que personne ne lit vraiment le rapport. ▶

Procès pour corruption

Netanyahu lance un S.O.S grâce

LAILA LAMRANI

Le Premier ministre sioniste, Benyamin Netanyahu, pris dans la tourmente judiciaire pour corruption, a décidé de jouer la carte « pardon, merci » en adressant une demande officielle de grâce au président Isaac Herzog. Le bureau de la présidence annonce solennellement que cette requête exceptionnelle « aux conséquences significatives » sera examinée « avec responsabilité et sérieux ». Décryptage : l'examen d'une faveur spéciale qui pourrait bien faire sauter quelques verrous. Cette démarche intervient après qu'un certain Donald Trump ait pris sa plume pour encourager Herzog à passer la main (du pardon). Dans une vidéo pleine d'émotion (et probablement de calcul), Netanyahu confie que « la poursuite du procès nous déchire de l'intérieur » et que témoigner trois fois par semaine est devenu un « calvaire impossible à gérer ». Bref, le pauvre criminel de guerre rêve d'un break juridique pour « apaiser les tensions » en Palestine occupée, tout en clamant haut et fort son innocence. Ajoutons une couche à ce tableau déjà bien noir : Non content d'être rattrapé par ses casseroles de corruption, Netanyahu est également sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité à Gaza. Un cocktail explosif entre justice nationale et internationale qui transforme sa demande de grâce en véritable opération panique. Ironie du sort, celui qui a massacré des milliers d'enfants et de femmes de Gaza supplie aujourd'hui qu'on l'épargne d'un « coup de grâce » judiciaire. Mais même les plus coriaces finissent par mordre un jour la poussière... ou le parquet d'une cour pénale. ▶



Le criminel de guerre cherche à s'éterniser au pouvoir...



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubaïr,

Laila Lamrani Amine et Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE

ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Laïbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

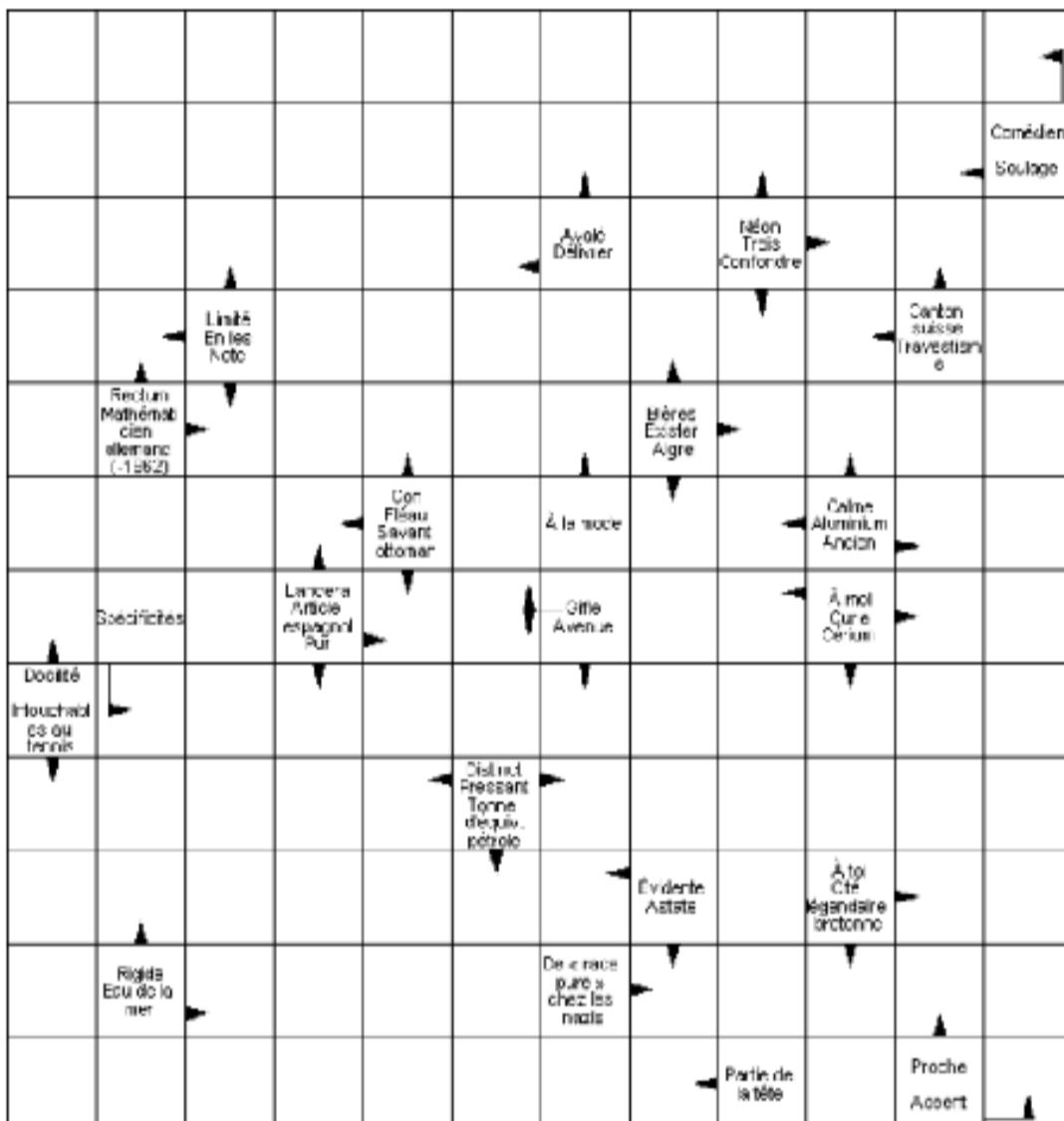
ISSN 2028-0416



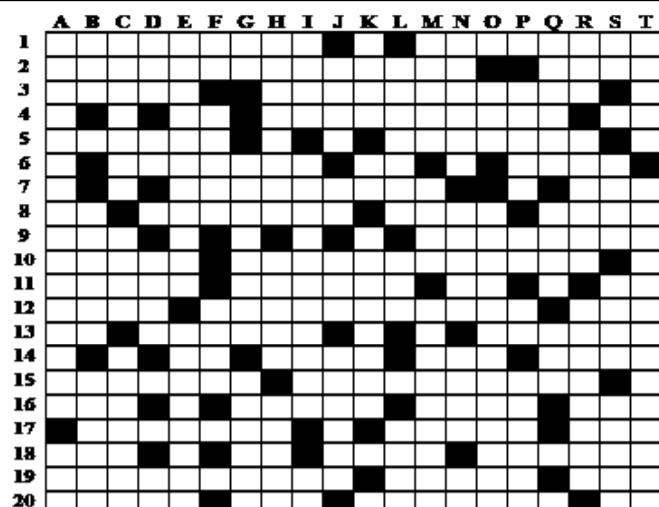
Et BATATI ET BATATA



Mot Fléchés



Mots croisés



HORIZONTALEMENT

[1] Il a vaincu son cœur. Tuer sangsinaire. [2] Conservations hâtives. Arête des tomates hâtives. [3] A perdu son eau. Américaine du Sud. [4] Vieille vedette du disque. Ils racontent des histoires. Penseur. [5] Rediffuse. Mousquet jetable. [6] Il habite dans les arbres. Personne. Virginité. [7] Non plus les pieds sur terre. Multiplie les couleurs. [8] Échouer. Légèrement colorée. Arrivée d'eau. Émissaire. [9] Verre de café. Paye. [10] Articles. Elles doivent suivre les saisons. [11] Peine de lisoison. Courtes. Également. Conjonction. [12] Vieille chance. Gravistes (au Québec). Compagny. [13] Préparation. Représentation figurée. Ensemble de couleurs vives. [14] Fierté de race. Longs temps. Personnel. Protection. [15] Comme à tous. A reçu la source. [16] Elle et lui. Cléone. Combina. Récif. [17] Africaine du Sud. Ils aiment à se faire du mal. Service d'autre. [18] Médiéval. Non. Jeu de pronostic. Instrument de torture. [19] Durent d'avant le 16e siècle. Impénétrable. Menace économique. [20] Cheveilles ardentes. Petite coquille. Il fait tourner les bouteilles. Abstention du patron.

VERTICAMENT

[1] Il marchait déjà sur deux pattes. Trou de canon. [2] A suivront la corde autour de la gorge. Bourgeoisées. Les plus belles causes. [3] Crise dans la campagne. Boté. Russes sans en avoir fait. [4] N'est donc pas là. Peut la part des choses. Étendues d'eau. C'est à dire. [5] Read conforme à la règle religieuse. Lieux de spectacle. [6] Interrogé. Sans loi. Rire de calme. [7] Il y en a un qui est plaisir mal fichu ! Bouffait des gaz. Enduit le devant. [8] Inconscience. Monnaie marie. Lieu de rétrécissement. [9] Bistouri. Réadaptation. Conjonction. [10] Triple Adverso. Rangé par ord. Epées. [11] Perpet. Pige. Elle aime les vers. [12] Voitures à cheval. Bisons croqués. Régale de vinyles stériles. [13] Sur les dents. Gagné ton pain. Demande expérence. [14] Grand jeu d'eau. N'est pas fin. Colosse. A un petit fil qu'il mouille. [15] Fais souvent tomber la veste. Étude des maladies contagieuses. [16] Non aucun. Source de substances. Possesseur. Tout dur. [17] Kubané. Possession. Coq de roosture. [18] Peine. Gaz inutile. Petites maléfices. [19] Numéro sans précédent. Héminie. Différent. Se remplissent d'espérance. [20] Déconcentré. Peut dépasser les microbes.

Mots Mêlés



ALGER	KABOUL	RABAT
AMMAN	KATMANDOU	RIYAD
ATHENES	LILLE	ROME
BAGDAD	LIMA	SANA
BALE	LISBONNE	SEOUL
BAMAKO	LOME	SINGAPOUR
BERLIN	LONDRES	SOFIA
BOGOTA	MADRID	TEHERAN
BRASILIA	MANILLE	TIRANA
CANBERRA	MONACO	TRIPOLI
CARACAS	MOSCOW	TUNIS
DAKAR	PANAMA	VARSOVIE
DAMAS	PARIS	VIENNE
DUBLIN	PEKIN	VILLE

Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.



A méditer



« Ce n'est pas victoire,
si elle ne met pas fin à la
guerre. »

Michel de Montaigne,
Essais.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

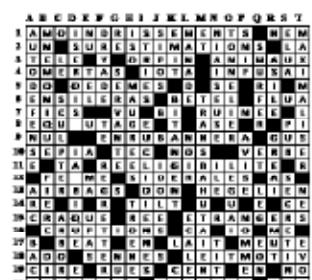


Mots Mêlés

Mots fléchés

HORTICULTURE . PERIR. AINES GEAI. ONC. EN. ARCEAU. ESTOC LET. BLATTE. R VRILLER. ELFE A. OUIREZ. LEV NONNE. TELE. A IN. CROIRE. ER SETH. LEOPOLD EGRENER. R. BE RAIRE. ELEVES

Mots croisés



Solution des Mots Mêlés

Le Mot-caché est : MARSEILLE.



Et BATATI ET BATATA



Le Canada est dans la lune

Alors que nombre d'auteurs de crimes aussi atroces que crasseux, commis sur terre, ne sont jamais punis même dans les Etats dits « démocratiques », le Canada brûle les étapes et veut étendre ses compétences juridiques... à l'espace ! Les députés ont approuvé jeudi 28 avril une motion pour modifier le Code criminel et permettre des poursuites concernant des crimes commis sur la Lune ou en orbite. Le projet de loi, qui s'étale sur 443 pages, porte principalement sur le budget. « Le membre d'équipage canadien qui est l'auteur, hors du Canada et au cours d'un vol spatial, d'un fait - acte ou omission - qui, s'il était commis au Canada, constituerait un acte criminel, est réputé avoir commis ce fait au Canada », indique l'un des amendements. Le texte qui a été approuvé à la Chambre des communes par 181 voix contre 144 vise à autoriser des poursuites concernant des crimes ayant lieu au cours d'un vol spatial ou sur la surface de la lune. Les astronautes étrangers pourront également être poursuivis au Canada si leurs actes portent atteinte « à la vie ou à la sécurité d'un membre d'équipe canadien » ou sont commis à bord d'un appareil canadien. L'adoption du texte survient alors qu'un astronaute canadien doit participer pour la première fois en mai 2024 à un vol en orbite lunaire, dans le cadre du projet de construction de la future station lunaire Gateway, mené par la Nasa. Il fera partie de l'équipage d'Artemis II, la première mission lunaire habitée depuis 1972. L'envoi de singes ou de chiens dans l'espace sera-t-il un jour puni ?

D'une bière deux coups

Mélenchon qui bataille pour le blocage des prix des produits de première nécessité en France, a été entendu outre-Rhin. Mais à Schwäbisch Hall, en Allemagne, ce n'est pas le prix de l'essence qui a été plafonné mais d'un autre carburant cher aux Teutons. La bière pour le pas la nommer. Raison : La ville du land de Bade-Wurtemberg ne souhaite pas que la bière subisse les conséquences de l'inflation et du conflit ukrainien. Le Conseil municipal a donc pris une décision importante ce mercredi. Le litre de bière vendu sur la commune ne devra pas dépasser les quatre euros, rapporte la chaîne SWR relayée par Capital. Cette motion a été portée au regard des conseillers municipaux par l'un d'entre eux : Tillmann Finger. Selon lui, « il est tout simplement très important de promouvoir la culture pub mise à mal par les mesures anti-Covid (...) dans la mesure du possible ». D'où l'idée de plafonner le prix de la bière. Concrètement, si un consommateur commande une pinte de bière (50 cl) excédant deux euros, ce sera à la ville de Schwäbisch Hall de combler la différence. La mesure n'est pas encore appliquée. Il faut encore vérifier sa légalité.

C'est vraiment dinde

Depuis quelques mois, les sportifs de Washington (Etats-Unis) vivent dans la terreur. Dans un parc de la ville, une dinde sauvage s'attaque en effet violement aux coureurs et aux cyclistes, rapporte le Wall Street Journal relayé par Slate daté du 2 mai. La volaille sévit dans le Kenilworth Park and Aquatic Gardens. Depuis quelques semaines, un sentier où la dinde est régulièrement apparue est carrément laissé à l'abandon par les promeneurs. Et pour cause : l'animal a déjà fait des dizaines de victimes. Une douzaine de personnes ont déjà été prises en charge en urgence après avoir été attaquées, précise le Wall Street Journal. Elles ont reçu des antibiotiques et une injection contre le tétanos après avoir été mordues et griffées par la bête sauvage, qui peut atteindre 15 km/h pour pourchasser ses victimes. Informées, les autorités de la ville ont d'abord installé des panneaux d'avertissement. Six agences se sont depuis associées pour capturer la dinde et la déplacer. En vain : la bête évite tous les pièges et filets. Coincée sur un pont lors d'une tentative de capture coordonnée, le volatile a même sauté dans l'eau d'une rivière pour échapper aux autorités.

Autrefois menacé d'extinction, la dinde sauvage prolifère aujourd'hui aux Etats-Unis, précise Slate. Sa population est estimée à 7 millions d'individus, une hausse qui multiplie fortement les attaques, surtout lors de la période de reproduction, entre mars et mai. Ce Robin des Bois veut-il venger ses frères domestiques qui finissent dans le rôtisseur faute d'être graciés par le président des Etats-Unis lors de la Thanksgiving ?



Rigolard



*Arrêter une femme corse.

Deux gendarmes appellent leur quartier général et demandent à parler à l'officier de garde :

- Nous avons un problème ici, une femme vient d'abattre son mari d'un coup de fusil de chasse parce que celui-ci a marché sur le carrelage frais lavé.
- Vous avez arrêté la femme ? demande l'officier
- Non Chef... ce n'est pas encore sec...

*Un patron veut embaucher un comptable.

Un patron veut embaucher un comptable pour son entreprise.

Il se dit, dans un premier temps, qu'il va rechercher un militaire. Ce sont des gens rigoureux, disciplinés, etc.

L'entretien se passe bien, et, avant de se dire au revoir, le patron demande quand même à l'ancien gradé s'il sait compter.

- Mais oui, bien sûr ! répond le militaire.
- Très bien. Allez-y un peu, pour voir.

- Un deux, un deux, un deux...

Le patron réfléchit et se dit alors qu'il va rechercher un informaticien. Ils sont logiques, intelligents, etc.

L'entrevue se passe bien, et, à la fin, il pose la même question.

- Pas de problème, répond l'informatien. Zéro un, zéro un, zéro...

Finalement, le patron a une illumination : il va embaucher un fonctionnaire !

Ils sont honnêtes, consciencieux, etc...

Le rendez-vous est vite expédié, et arrive alors le moment de la fameuse

question : - Oui, évidemment, dit le fonctionnaire : Un, deux, trois...

- Bien, Continuez...
- Quatre, cinq, six, sept, huit...
- Super ! Encore un peu ?
- Neuf, dix, valet, dame, roi...

*Tous des racistes dans la boîte !

Énervé, le jeune Moustapha va trouver son patron et lui dit :

- Je ne peux plus travailler chez vous, Monsieur, tous vos employés sont racistes !

- Quoi ?! Qu'est-ce que vous racontez là ? Qu'il y en ait un ou deux, je veux bien, mais sûrement pas tous.

- Si, je vous dis qu'ils le sont tous ! D'ailleurs, j'ai fait un test pour en être sûr : je leur ai posé une question, et ils m'ont tous donné la même réponse !

- Une question ? Mais quelle question ?

- Je leur ai demandé ce qu'ils penseraient si on exterminait tous les arabes et tous les coiffeurs.

- Les coiffeurs ? Pourquoi les coiffeurs ?

- Ah, vous voyez, vous aussi !

*Un condamné à mort

Un condamné à mort est emmené sur le lieu de son exécution par deux gardiens de prison. Il demande, énervé, à l'un d'eux :

- Qu'est-ce qu'on va me faire ?

- Du calme Monsieur, asseyez-vous sur cette chaise, on va vous mettre au courant !

A VENDRE

Local à vendre bien situé

**Superficie
250 m²**

77 BD Ghandi
Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerkouni
Contactez-nous au 0661177444





L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE REGARD

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER
LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS